



ASIE/SRI LANKA - Citoyens et communautés religieuses unis pour sauver une mosquée et défendre les minorités

Colombo (Agence Fides) – Des associations, de simples citoyens, des croyants de toutes les religions s'unissent au Sri Lanka en vue de la protection des minorités religieuses et pour défendre la mosquée de Dambulla. Ils ont lancé un appel au gouvernement afin qu'il garantisse les droits, la liberté de culte, la dignité de tous les citoyens et de tous les croyants, en particulier ceux qui appartiennent aux communautés religieuses minoritaires. Le forum de la société civile qui comprend des membres de toutes les religions, a publié une Déclaration contre l'intolérance religieuse, condamnant en particulier la récente attaque conduite contre la mosquée de Dambulla par un groupe de militants et de moines bouddhistes. Il a également été demandé à la communauté hindoue, remarque l'appel parvenu à Fides, de déplacer un temple érigé dans les environs. La mosquée de Dambulla a été édifée voici plus de 60 ans et les administrateurs de la mosquée possèdent les documents prouvant la légitimité de la propriété du site et de l'édifice. Le 20 avril dernier, une délégation de moines et de militants bouddhistes a manifesté, réclamant sa démolition parce que « la mosquée et le temple sont construits sur une terre sacrée bouddhiste ». Après une discussion publique, au cours des jours suivants, le gouvernement a fait savoir que la communauté musulmane aura trois mois pour trouver un terrain alternatif et déplacer la mosquée. Tout cela « sans écouter les fidèles musulmans et sans leur laisser exprimer leur opinion » remarque l'appel, qualifiant la mesure d'injuste et demandant une solution négociée. Les 30 autres associations, dont des groupes catholiques, qui ont souscrit l'appel notent que « depuis plus de 60 ans, les personnes musulmanes vivent dans la région avec les autres fidèles, dans un esprit d'amitié. Toutefois, aujourd'hui, nous nous rendons compte du fait que l'intolérance religieuse augmente et que l'Etat fait peu de chose pour la contrôler ».

L'incident de Dambulla n'est pas un cas isolé. L'an dernier, un sanctuaire musulman a été détruit à Anuradhapura. A Ashraf Nagar, l'armée a placé sous séquestre un terrain qui appartenait à 69 familles musulmanes. A Illangaithurai Muhathuwaram, en lieu et place d'un sanctuaire hindou a été construite une statue bouddhiste. En février dernier, à Ambalangoda, une église de l'assemblée de Dieu a été attaquée et un pasteur agressé à Kaluthara sous l'accusation de conversions. Toujours à Kaluthara, l'an dernier, un groupe de moines et de militants bouddhistes ont attaqué la Gospel Church et la police a empêché l'église de fonctionner affirmant qu'elle « violait la paix ».

« Le Sri Lanka est une nation multiethnique et multi religieuse au sein de laquelle le pluralisme et la protection des droits religieux et culturels ainsi que de la liberté religieuse sont des principes fondamentaux de la Constitution et constituent une garantie pour tous les citoyens » note l'appel, demandant au Président Mahinda Rajapaksa de prendre des mesures afin de sauvegarder les minorités religieuses, opérant pour l'harmonie nationale et en faveur de la coexistence pacifique. Le Sri Lanka est une nation à large majorité bouddhiste dans laquelle, par le passé, ont été enregistrés des épisodes de violence perpétrés par des franges bouddhistes intégristes. (PA) (Agence Fides 27/04/2012)